

UNITÉ EUROPE

Lot de travail n°2 - Evaluation et référentiel

Référence du projet : 2023-2-FR02-KA220-YOU-000174752

Activité 1

Évaluation des facteurs moteurs et des défis

Rapport d'évaluation final

Développé par : Partenariat UNITY EUROPE



Table des matières

Introduction	2
Indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur les jeunes immigrants	3
Moteurs, opportunités et système de soutien	9
Évaluation des défis et des lacunes en matière de compétences	13
Principaux points à retenir et identification des domaines de formation	14
Bibliographie	15



Introduction

« L'immigration n'est pas une menace. L'immigration est une nécessité. Elle contribuera à rendre l'Europe plus dynamique, plus prospère et plus compétitive. »

Cecilia Malmström, ancienne commissaire européenne aux Affaires intérieures

Nous commençons ce rapport en citant Cecilia Malmström pour souligner notre vision de l'immigration et réaffirmer l'engagement de notre partenariat à soutenir l'intégration efficace et durable des jeunes immigrants dans les pays européens et dans l'Union européenne au sens large.

Ce rapport final d'évaluation est le fruit des efforts collaboratifs de nos partenaires pour cartographier et analyser les données quantitatives et qualitatives concernant la situation des jeunes immigrés en Europe. Son objectif est d'identifier les principaux défis et lacunes en matière de formation qui entravent leur pleine intégration sociale et professionnelle.

Le rapport examine plus particulièrement les différents facteurs et obstacles rencontrés par les jeunes immigrés dans les pays partenaires (France, Espagne, Italie, Chypre, Turquie) et dans toute l'Europe. Il fournit des informations détaillées sur les facteurs qui affectent leur intégration, notamment les barrières linguistiques, les complexités juridiques, la diversité culturelle et les défis économiques. Ce rapport constitue une ressource précieuse pour comprendre les besoins spécifiques de cette cible, éclairant les futures activités du projet, en particulier le développement de la boîte à outils UNITY EUROPE (WP3) et les recommandations politiques.

Après avoir analysé les indicateurs quantitatifs et qualitatifs, décrit les opportunités et les systèmes de soutien et évalué les défis et les principaux freins à l'intégration, les partenaires ont identifié **8 domaines de formation spécifiques** et des sujets/compétences pertinents qui serviront de feuille de route pour le développement de contenus éducatifs ciblés, garantissant que les cours proposés dans le WP3 sont hautement pertinents et impactants :

1. Réseautage, communication et compétences générales
2. Compétence linguistique et culturelle
3. Rédiger un CV conforme aux normes européennes
4. Compétence entrepreneuriale
5. Éducation financière
6. Littératie numérique



7. Bien-être mental
8. Éducation aux droits légaux et engagement civique/politique



Indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur les jeunes immigrants

Cette partie du rapport met en lumière les principales tendances démographiques, les défis en matière d'éducation, d'emploi et d'intégration sociale, ainsi que les expériences distinctes des jeunes immigrés en Europe, avec un accent particulier sur la France, l'Espagne, l'Italie, Chypre et la Turquie, en attirant l'attention sur les obstacles rencontrés par les citoyens non européens.

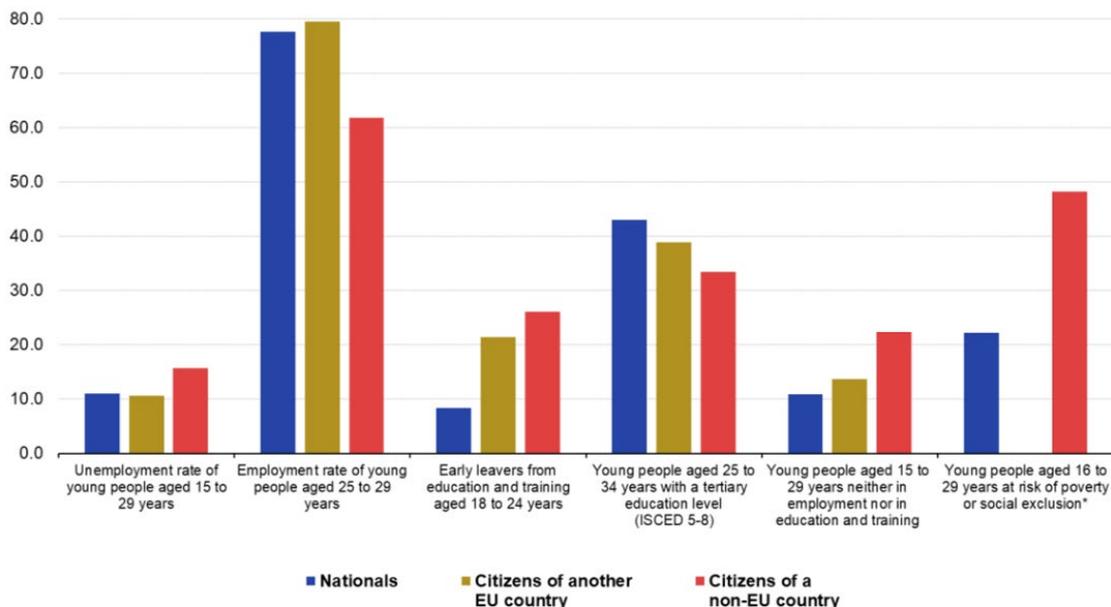
Niveau européen

En 2023, environ 20,9 millions de personnes vivant dans l'Union européenne étaient des citoyens de pays tiers, tandis que 3,9 millions étaient des citoyens de différents États membres de l'UE. Les plus fortes concentrations de non-ressortissants se trouvaient dans des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie. Dans la plupart des pays de l'UE, la majorité des non-ressortissants venaient de pays extérieurs à l'UE et avaient tendance à être plus jeunes que la population résidente. L'âge médian des non-ressortissants était de 36,5 ans, soit nettement plus jeune que l'âge médian de 45,7 ans des populations nationales (Eurostat, 2023).

Les jeunes issus de l'immigration, en particulier ceux nés à l'étranger ou de parents nés à l'étranger, constituent une part croissante de la population de l'UE. Ce groupe est confronté à **des défis particuliers, notamment en matière d'éducation**. Par exemple, les jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans dont les parents sont nés à l'étranger ont moins de chances de poursuivre des études supérieures que leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays. En outre, ils sont plus susceptibles de quitter l'école prématurément et courent un plus grand risque de ne pas trouver d'emploi ni de ne pas suivre d'études ou de formation.

Figure 1 : Indicateurs sélectionnés de l'intégration des jeunes dans l'UE par nationalité, 2022





Source : Eurostat, 2023

Les disparités en matière d'éducation contribuent à leur **taux de chômage plus élevé**, les jeunes citoyens non européens étant confrontés à un taux de chômage 1,4 fois plus élevé que les jeunes citoyens de l'UE. L'emploi et la sécurité économique sont également des domaines dans lesquels les jeunes non européens ont des difficultés, en particulier en temps de crise. Les données de 2019 à 2020 montrent que les taux de chômage des jeunes nés hors de l'UE ont augmenté de manière plus significative que ceux des jeunes nés dans le pays au cours de cette période, ce qui indique leur moindre résilience aux chocs économiques (OCDE, 2024).

Un autre groupe qui mérite une attention particulière est celui **des jeunes réfugiés**. Malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés, on constate un manque notable de données détaillées sur leur situation spécifique une fois qu'ils atteignent 18 ans et perdent les protections accordées aux mineurs, l'accent étant mis uniquement sur les « mineurs non accompagnés ». En 2023, l'UE a reçu 1,14 million de demandes de protection internationale, le plus grand nombre depuis sept ans (EUAA, 2024). Les conversations avec les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique ont révélé des perceptions d'inégalité de traitement, en particulier par rapport au soutien apporté aux réfugiés ukrainiens, qui ont bénéficié de procédures d'asile plus fluides et d'un accès plus facile à l'éducation et à l'emploi (Drosopoulos, 2024). Concernant le statut des **immigrants ukrainiens**, la Commission (2024) a rapporté les données suivantes :

- Plus de 4,2 millions de personnes se sont inscrites pour une protection temporaire



- Près de 50 000 demandes d'asile ont été déposées par des ressortissants ukrainiens au sein de l'UE (Commission européenne, 2024)
- Plus de 860 000 étudiants ukrainiens ont été intégrés dans les États membres

France

L'immigration en France est un phénomène complexe et dynamique qui reflète la diversité de la population du pays et l'évolution des tendances démographiques. En 2022, **les immigrés constituent un peu plus de 10 % de la population**, ce qui signifie que plus de sept millions de personnes résident officiellement dans le pays. Il convient de noter qu'environ 2,5 millions de ces immigrés, soit 35 %, ont acquis la nationalité française. Cette statistique met en évidence le nombre important d'immigrés qui se sont intégrés avec succès dans la société française et ont obtenu la citoyenneté.

L'examen de la répartition par âge des immigrants révèle un profil démographique varié. En 2019, on comptait environ 338 805 immigrants de moins de 15 ans, ce qui indique une population immigrée jeune qui contribue aux systèmes éducatif et social du pays. En outre, plus de trois millions d'immigrants appartenaient à la tranche d'âge active de 25 à 54 ans, ce qui représentait une part substantielle de la main-d'œuvre et jouait un rôle crucial dans la vitalité économique du pays.

La répartition des sexes parmi les immigrants ajoute une dimension supplémentaire à ce récit, révélant une tendance notable selon laquelle **les femmes constituent une part importante de la population immigrée**. Ce déséquilibre entre les sexes peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment les politiques de regroupement familial et le nombre croissant de femmes qui migrent de manière indépendante pour travailler ou étudier. Cela reflète des tendances mondiales plus larges en matière de migration, où la mobilité et la participation économique des femmes sont en hausse.

Géographiquement, les immigrés en France sont répartis de manière inégale, certaines régions présentant une plus forte concentration de résidents nés à l'étranger. La région Île-de-France, en particulier le **département de la Seine-Saint-Denis, se distingue comme l'une des régions les plus diversifiées sur le plan ethnique**, avec près d'un tiers de la population étrangère. Cette région a longtemps été une plaque tournante pour les immigrants en raison de ses opportunités économiques et de son importance historique en tant que porte d'entrée pour les nouveaux arrivants. En outre, des régions comme le bassin parisien et les zones proches de la frontière suisse sont passées d'une immigration principalement sud-européenne et nord-africaine à une grande diversité en termes d'origine géographique de leurs populations. Cette évolution

reflète les tendances plus larges de la mondialisation et la mobilité croissante des personnes de diverses parties du monde.

Les motifs de migration vers la France sont variés, **le regroupement familial et les études universitaires étant les motifs prédominants**. En 2021, la migration économique n'est à l'origine que d'une minorité des demandes de titre de séjour. Les personnes en situation irrégulière ont plusieurs options : continuer à vivre dans la clandestinité, retourner volontairement dans leur pays d'origine, opter pour une aide au retour ou faire face à la possibilité d'une expulsion forcée.

Les motifs humanitaires jouent également un rôle important dans les tendances migratoires. En 2021, près de **40 000 titres de séjour ont été délivrés pour des raisons humanitaires**, ce qui inclut les réfugiés qui ont fui leur pays par crainte de persécutions ou de conflits et qui ont besoin d'une protection internationale. L'**Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA)** fournit des lignes directrices pour les demandes d'asile. En cas de refus d'asile, les personnes peuvent toujours se voir accorder une protection subsidiaire sous certaines conditions, offrant une forme alternative de protection aux personnes à risque. L'intégration des immigrants dans la société française implique de surmonter divers défis, notamment des obstacles juridiques, sociaux et économiques. Le gouvernement français, aux côtés de diverses organisations, apporte un soutien pour faciliter ce processus. Ils proposent des cours de langue, des programmes de formation professionnelle et une aide au logement et aux soins de santé. Malgré ces efforts, l'intégration reste une question complexe et multiforme, influencée par les différences culturelles, les conditions économiques et les attitudes sociales.

Pour ceux qui recherchent des informations plus détaillées sur les tendances et les statistiques en matière d'immigration, des ressources telles que les Perspectives des migrations internationales 2023 de l'OCDE et les rapports de l'INSEE sur les immigrants et les descendants d'immigrants en France fournissent des données et des analyses complètes essentielles à la compréhension de ces dynamiques complexes.

Espagne

Au 1er janvier 2023, l'Espagne comptait 48 millions d'habitants, dont 12,7 % d'étrangers. Parmi ces 6 millions d'étrangers, environ 1,27 million étaient âgés de 15 à 29 ans, avec une légère majorité d'hommes (51,5 %).

Tableau 1 : Répartition par âge et par sexe des jeunes immigrants au 1er janvier 2023

Âge	Personnes	Hommes	% Hommes	Femmes	% Femmes
15-19	280 805	150 569	53,6%	130.236	46,4%

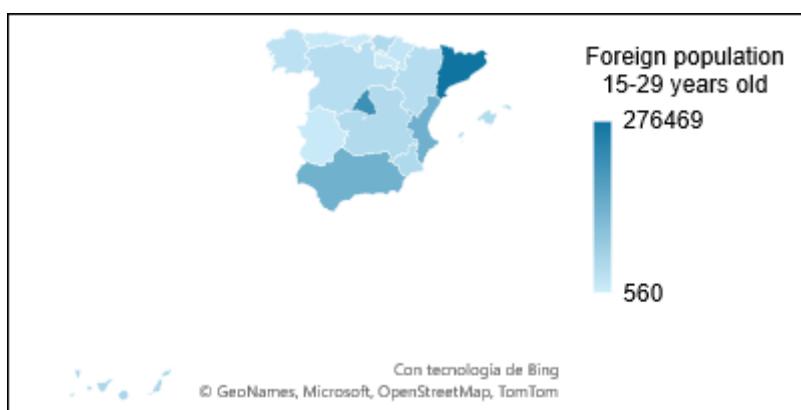


20-24	414 920	217 443	52,4%	197 477	47,6%
25-29	574.001	285 751	49,8%	288 250	50,2%
Total (15-29)	1 269 726	653 763	51,5%	615.963	48,5%

Source : INE, 2024

Les jeunes immigrés se concentrent principalement en Catalogne, en Andalousie, à Valence et à Madrid.

Figure 2 : Répartition par régions espagnoles de la population étrangère âgée de 15 à 29 ans au 1er janvier 2022



Source : INE, 2023

Il existe peu de données sur le statut juridique de ces jeunes immigrés, même si 32 643 personnes âgées de 20 à 29 ans ont acquis la nationalité espagnole en 2023. Les nationalités les plus représentées parmi les jeunes immigrés sont les Marocains (14,5 %), les Colombiens (10,1 %) et les Roumains (8,4 %). La population étrangère originaire des pays d'Amérique du Sud représente 29,6 %, ce qui indique qu'une bonne partie des immigrés ont déjà une connaissance de base de la langue et qu'à leur arrivée, ils n'ont besoin que de s'adapter à l'accent et à la prononciation, ainsi qu'à certaines différences grammaticales, au vocabulaire et aux coutumes.

En matière d'éducation, les jeunes immigrés sont confrontés à des défis . Ils sont sous-représentés dans l'enseignement supérieur et surreprésentés dans la formation professionnelle, avec un taux de scolarisation inférieur de 24 % à celui des Espagnols de souche. Les étudiants étrangers sont également plus susceptibles d'abandonner leurs études et de redoubler, avec un taux d'abandon deux fois supérieur à celui de leurs pairs espagnols (Mahía & Medina, 2022).

Sur le marché du travail, les jeunes immigrés sont confrontés à des taux de chômage plus élevés (23,4 %) que les jeunes Espagnols (20,9 %), travaillant

souvent dans l'hôtellerie, le commerce, l'agriculture ou la construction (EPE, 2022). En conclusion, il n'existe pas de données concrètes sur la participation aux activités sociales et le sentiment d'appartenance, les expériences de chaque migrant étant très subjectives. Cependant, il convient d'encourager de nouvelles recherches sur le sujet.

Italie

Au 1er janvier 2024, la population italienne s'élève à 58,99 millions d'habitants, dont 5,3 millions de citoyens étrangers, soit 9 % de la population totale ([Integrazionemigranti.gov.it](https://www.integrazionemigranti.gov.it)). Ce chiffre ne comprend que les personnes officiellement enregistrées, tandis qu'environ 1 million d'étrangers supplémentaires résident sans être enregistrés ou en situation irrégulière. Les principaux pays d'origine des migrants sont la Roumanie, le Maroc, l'Albanie, la Chine et l'Ukraine.

La répartition des résidents étrangers est fortement concentrée dans les régions du nord et du centre de l'Italie. Plus d'un tiers de tous les migrants vivent dans le nord-ouest, la Lombardie accueillant la plus grande part de la population étrangère, suivie du Latium et de l'Émilie-Romagne. L'Émilie-Romagne a notamment le pourcentage le plus élevé de migrants par rapport à sa population, dépassant 12 %. Entre 2010 et 2023, alors que la population totale de l'Italie a diminué de 840 000 personnes, la population étrangère a augmenté de 1,2 million. Cette augmentation de l'immigration a partiellement compensé la diminution de la population autochtone de l'Italie, qui a diminué en raison de faibles taux de natalité. L'immigration a culminé en 2017, mais a connu un déclin temporaire pendant la pandémie de COVID-19. Cependant, elle a fortement rebondi avec 336 000 nouveaux arrivants en 2022 et 360 000 en 2023, marquant une augmentation substantielle par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

La répartition des sexes parmi les migrants montre une légère majorité féminine dans l'ensemble, même si **dans la tranche d'âge la plus jeune (18-30 ans), les hommes sont plus nombreux que les femmes** . La migration vers l'Italie est en grande partie motivée par les opportunités d'emploi, et les travailleurs étrangers contribuent de manière significative à la population active, représentant environ 12 % du PIB italien.

Figure 3 : Présence de jeunes étrangers (18-30 ans) en Italie, par sexe et par tranche d'âge

Age Group	Male	Female	Total
18-19	2,894,022	1,041	2,895,108
20-24	2,892,517	44,372	2,938,344
25-29	2,690,455	299,048	2,995,670
30	2,235,510	970,689	3,234,123



Source : Élaboré à partir de données personnelles par [ISTAT, Stranieri residenti au 1° gennaio](#)

Cependant, **des défis notables se posent en matière d'éducation et d'emploi**. Les travailleurs étrangers en Italie sont généralement moins instruits que leurs homologues natifs : 54,1 % n'ont qu'un niveau d'études secondaires, contre 10,1 % des migrants titulaires d'un diplôme universitaire, contre 17,3 % des Italiens. Pourtant, **la surqualification** est un problème persistant, avec 73,6 % des travailleurs extra-UE en Italie employés à des emplois inférieurs à leurs qualifications, contre 17,5 % des Italiens. Les étrangers sont confrontés à **des taux de chômage plus élevés**, bien que leur participation au marché du travail soit élevée, nombre d'entre eux travaillant dans des secteurs comme l'agriculture, la construction et les services peu qualifiés. Ces migrants sont essentiels à l'économie italienne, mais des défis d'intégration subsistent, notamment en ce qui concerne l'accès à une meilleure éducation et aux opportunités d'emploi.

Figure 4 : Niveau d'emploi

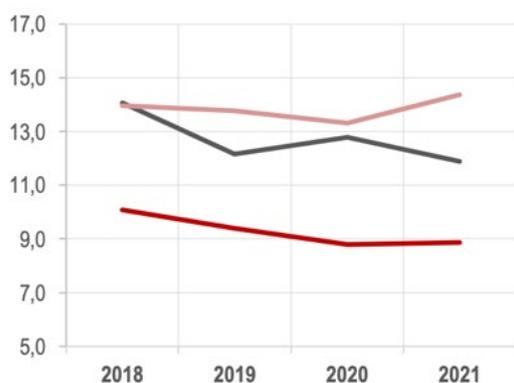
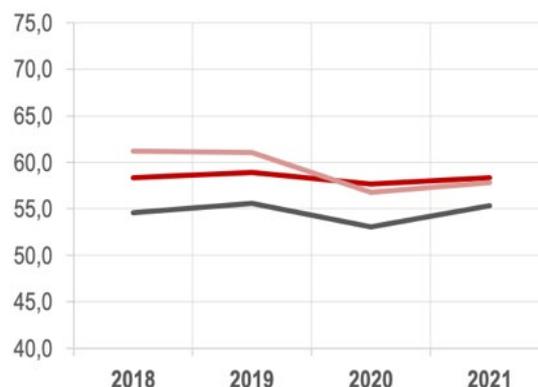


Figure 5 : Niveau de chômage



— Italiani dalla nascita — Naturalizzati — Stranieri

Source : [Stranieri e naturalizzati nel mercato del lavoro](#)

Dans l'ensemble, la migration en Italie est un phénomène en développement qui apporte une contribution économique substantielle, en particulier de la part des jeunes immigrés. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer leur intégration et exploiter pleinement leur potentiel au sein de la population active italienne.

Chypre

Chypre a connu une augmentation notable de sa population immigrée au cours des deux dernières décennies, les immigrés représentant désormais environ 16 à 18 % de la population totale, avec une part notable provenant de pays non membres de l'UE comme la Syrie, le Liban, les Philippines et le Vietnam. Au sein



Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux de l'auteur(e) uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence du Service Civique. Ni l'Union européenne ni l'Agence du Service Civique ne peuvent en être tenues responsables.

de la population immigrée, **les jeunes de 18 à 30 ans représentent environ 20 à 25 %** . Cette tranche d'âge est particulièrement mobile, souvent à la recherche de meilleures opportunités économiques et sociales.

En termes d'emploi, les jeunes immigrés trouvent principalement du travail dans **des secteurs peu qualifiés** tels que l'hôtellerie, la construction, l'agriculture et les services domestiques. Malgré un taux d'emploi substantiel, les jeunes immigrés sont confrontés à **des conditions de travail précaires** . Il convient de noter que leur taux d'emploi est légèrement inférieur à celui de leurs homologues chypriotes. Le taux de chômage des jeunes immigrés est plus élevé que celui de la population autochtone, **les jeunes femmes issues de l'immigration connaissant des taux de chômage particulièrement élevés** .

La surqualification est un problème majeur pour de nombreux jeunes immigrés . Environ 40 à 50 % des jeunes immigrés à Chypre possèdent des qualifications qui dépassent les exigences de leur emploi, en grande partie parce que leurs diplômes ne sont pas reconnus en raison d'obstacles bureaucratiques ou de barrières linguistiques. Le niveau d'éducation des jeunes immigrés révèle de fortes disparités. **Les taux d'abandon scolaire** sont élevés, les études indiquant que les taux d'abandon scolaire parmi les jeunes immigrés non européens peuvent atteindre 25 à 30 %, contre 10 à 15 % pour les étudiants chypriotes natifs. En outre, environ 20 à 30 % des jeunes immigrés n'ont qu'un niveau d'éducation de base, ce qui limite considérablement leurs perspectives d'emploi.

Les conditions de logement des jeunes immigrants sont préoccupantes : 30 à 35 % d'entre eux vivent dans des logements surpeuplés, contre 10 à 15 % de la population locale. Les contraintes économiques contribuent à ce problème : les emplois mal payés ne leur permettent pas de se payer un logement de qualité. **L'intégration sociale** pose des problèmes supplémentaires, car de nombreux jeunes immigrants souffrent d'isolement culturel et d'exclusion sociale. Le manque d'accès aux réseaux sociaux complique encore davantage leur capacité à s'orienter dans les systèmes éducatifs, les marchés du travail et les services sociaux. **Les problèmes de santé mentale** sont également fréquents : les jeunes immigrants déclarent souffrir de dépression, d'anxiété et de désespoir en raison du traumatisme de la migration, de l'isolement social et du stress économique. L'accès aux services de santé mentale est limité, ce qui aggrave encore ces problèmes.

Turquie

La Turquie accueille plus de 5 millions de ressortissants étrangers, dont une part importante de jeunes immigrés âgés de 18 à 30 ans. Le groupe le plus important parmi eux est celui des Syriens bénéficiant d'une protection temporaire, suivis des Irakiens, des Turkmènes, des Iraniens et des Ouzbeks. Les zones urbaines



sont les principales destinations, Istanbul accueillant le plus grand nombre de résidents étrangers (684 054), suivie d'Ankara et d'Antalya.

Les jeunes immigrés présentent une **répartition équilibrée entre les sexes**, avec une légère prédominance masculine, principalement en raison des opportunités d'emploi. Leur **statut juridique varie** : de nombreux Syriens bénéficient d'une protection temporaire, tandis que les immigrés d'Asie centrale détiennent généralement des visas de travail ou d'étudiant. Cependant, **un nombre considérable d'immigrés, en particulier d'Afghanistan et d'Afrique, restent sans papiers**, ce qui complique leur accès aux services.

Les compétences en turc sont variables : de nombreux Syriens et d'Asie centrale ont progressé grâce à des programmes d'intégration, tandis que les barrières linguistiques persistent pour les non-turcophones, ce qui limite l'accès à l'éducation et à l'emploi. **Les niveaux d'éducation sont également très différents** : de nombreux Syriens et Afghans ont vu leur scolarité interrompue en raison du conflit, tandis que les immigrants d'Azerbaïdjan viennent souvent faire des études supérieures, ce qui leur offre de meilleures perspectives d'emploi.

Le chômage des jeunes immigrés est particulièrement élevé. La plupart d'entre eux trouvent du travail dans des secteurs peu qualifiés comme le bâtiment, l'agriculture et les services, souvent dans des emplois informels dépourvus de sécurité et de protection juridique. La participation sociale et culturelle varie et, bien que beaucoup participent à des activités communautaires, l'exclusion et la discrimination entravent leur pleine intégration. Le statut juridique, les compétences linguistiques et l'inclusion sociale influencent fortement leur sentiment d'appartenance et d'intégration dans la société turque.

Moteurs, opportunités et système de soutien

Le paragraphe suivant explore les politiques, les initiatives d'éducation et de formation, les programmes axés sur la jeunesse et la force des systèmes de soutien social conçus pour répondre aux besoins des jeunes migrants à travers l'Europe et dans les pays partenaires.

Union européenne

En novembre 2020, la Commission européenne a présenté le « **Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027** », qui vise à favoriser l'inclusion grâce à la collaboration entre les migrants, les communautés locales, les employeurs, la société civile et les gouvernements. Ce plan met l'accent sur un soutien ciblé à toutes les étapes de l'intégration, les domaines clés tels que l'éducation, l'emploi, l'apprentissage des langues et l'inclusion sociale jouant un rôle central.

L'UE soutient ces efforts, notamment par le biais du **Fonds « Asile, migration et intégration »** (AMIF), qui, doté d'un budget de 9,88 milliards d'euros, aide les pays à renforcer la gestion des migrations et à partager les responsabilités. L'AMIF finance des initiatives telles que des programmes d'intégration précoce, l'éducation, l'apprentissage des langues et la formation professionnelle pour les ressortissants de pays tiers, en particulier ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité. En novembre 2023, la Commission européenne a également proposé un « [Paquet de mobilité des compétences et des talents](#) » pour attirer les talents étrangers, faciliter la reconnaissance des qualifications et réduire les obstacles au recrutement international. Des outils comme [l'outil SkillsOVATE](#) et le [projet ENIC-NARIC](#) soutiennent ces objectifs en identifiant les lacunes en matière de compétences et en fournissant des conseils sur la reconnaissance des qualifications étrangères.

programme Erasmus+ a bien sûr un impact considérable, car il facilite l'intégration des jeunes immigrants grâce à l'apprentissage des langues, à l'immersion culturelle et à la création de réseaux internationaux. Il favorise l'inclusion sociale en encourageant les immigrants à s'engager dans des activités qui favorisent la participation civique et la compréhension mutuelle, réduisant ainsi les barrières sociales. En outre, l'UE a pris des mesures pour soutenir les réfugiés ukrainiens par le biais de la [Plateforme de solidarité](#), lancée en réponse à la guerre, qui fournit des conseils sur l'asile, l'emploi et l'éducation. Des ressources en ligne similaires sont disponibles pour les migrants de toutes nationalités via le [portail de l'UE sur l'immigration](#), qui offre des informations pratiques à ceux qui souhaitent s'installer dans l'UE.

France



Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux de l'auteur(e) uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence du Service Civique. Ni l'Union européenne ni l'Agence du Service Civique ne peuvent en être tenues responsables.

L'intégration sociale et professionnelle des jeunes immigrés en France est abordée dans le cadre d'une politique globale qui met l'accent sur l'importance d'accueillir des populations diverses. Ce modèle d'intégration français vise non seulement à fournir des avantages économiques et sociaux aux citoyens d'origine immigrée, mais aussi à favoriser une société plus inclusive. En se concentrant sur les groupes défavorisés, notamment les jeunes immigrés, les politiques encouragent les contributions à la fois à l'économie et à la communauté.

En matière d'éducation, la Commission européenne soutient la France dans l'intégration des migrants dans ses systèmes d'éducation et de formation. Cela implique diverses initiatives allant de la petite enfance à l'enseignement supérieur, avec un accent particulier sur l'apprentissage de la langue, essentiel à l'intégration sociale. Des efforts sont également déployés pour reconnaître les diplômes étrangers, facilitant une transition plus fluide vers le marché du travail français. Les fonds européens jouent un rôle essentiel dans le financement de ces programmes d'inclusion scolaire. Les politiques de jeunesse de la France sont conçues pour être intersectorielles et favoriser les partenariats qui répondent aux besoins des jeunes dans leur quête d'autonomie. Ces politiques englobent diverses actions soutenant le développement, l'engagement civique, l'éducation, l'orientation, la formation et l'intégration sur le marché du travail des jeunes, particulièrement pertinentes pour les jeunes immigrés. Elles visent à garantir que tous les jeunes, quelle que soit leur origine, aient accès à des opportunités qui leur permettent de construire un avenir réussi.

En France, de nombreuses organisations apportent un soutien essentiel aux jeunes immigrés, en leur proposant une assistance juridique, sociale et administrative. Par exemple, le **Bureau d'Accueil et d'Accompagnement des Migrants (BAAM)** propose des services juridiques et sociaux gratuits, aidant les immigrés à accéder aux soins de santé, aux opportunités d'emploi et aux cours de français - des éléments clés pour une intégration réussie. Les réseaux sociaux et les systèmes de soutien aux jeunes immigrés sont solides, de nombreuses ONG et groupes d'aide fournissant des services essentiels comme la nourriture, les vêtements, le logement et les conseils juridiques. Des organisations telles que **La Cimade** et **Gisti** offrent une assistance juridique et une aide aux démarches administratives, essentielles pour établir une stabilité dans leur nouvel environnement.

En résumé, la France a développé une approche structurée pour intégrer les jeunes immigrés dans la société, en leur fournissant les outils et le soutien nécessaires pour s'épanouir socialement et professionnellement. Grâce à des politiques globales, des initiatives éducatives et de solides réseaux de soutien, les jeunes immigrés ont la possibilité de devenir des contributeurs actifs à la

société française, favorisant un environnement inclusif où chacun peut réaliser son plein potentiel.

Espagne

L'Espagne a réalisé des progrès considérables en matière d'intégration des jeunes immigrés grâce à des politiques telles que la loi intégrale 15/2022 pour l'égalité de traitement et le **cadre stratégique pour la citoyenneté et l'inclusion (2023-2027)**. Ces initiatives s'alignent sur les plans de l'UE et abordent des domaines clés comme l'éducation, l'emploi, le logement et la protection juridique contre la discrimination. Le cadre met l'accent sur la maîtrise de la langue, la formation professionnelle et l'accès aux services publics, favorisant ainsi une société plus inclusive.

Le **Fonds national d'intégration (FAMI)** aide les collectivités locales à adapter leurs projets aux besoins des immigrés, à financer des cours de langue, des formations professionnelles et des activités culturelles. L'Espagne participe également aux programmes **européens d'Initiative pour l'emploi des jeunes et de Garantie pour la jeunesse**, en proposant des stages et des formations pour aider les jeunes immigrés à intégrer le marché du travail.

Les programmes régionaux, comme Barcelona Activa, complètent les efforts nationaux en proposant des services spécialisés comme la formation à l'entrepreneuriat et l'incubation d'entreprises. En outre, les ONG et les organisations locales fournissent un soutien social et juridique essentiel, en particulier dans les zones urbaines comme Barcelone, Madrid et Valence, où la population immigrée est plus importante. En revanche, **les zones rurales sont souvent confrontées à des difficultés** en raison de ressources plus limitées et d'un accès limité aux programmes d'intégration.

Dans l'ensemble, les politiques de l'Espagne, en collaboration avec l'UE, les ONG et les gouvernements locaux, visent à assurer l'intégration sociale et professionnelle des jeunes immigrants, en mettant l'accent sur l'éducation, l'emploi et le soutien communautaire.

Italie

L'Italie a mis en œuvre plusieurs politiques et initiatives visant à intégrer les migrants dans son tissu socio-économique. L'une de ses politiques clés est la « **Charte des valeurs de citoyenneté et d'intégration** », introduite en 2007, qui sert de cadre pour promouvoir la cohésion sociale et l'intégration des migrants tout en respectant la diversité culturelle et les valeurs sociétales communes.

Une autre mesure importante est l'« **Accord d'intégration** » introduit en 2009, qui oblige les immigrants nouvellement arrivés à s'engager dans des activités visant à s'intégrer dans la société italienne. L'accord comprend des cours de

langue et d'éducation civique, les immigrants étant censés accumuler des crédits sur deux ans (pas moins de 30 crédits dont 16 attribués lors de l'inscription). Le non-respect des exigences d'intégration peut entraîner des sanctions, y compris l'expulsion.

L'Italie a également mis en œuvre plusieurs programmes financés par l'UE, tels que le **Fonds d'asile, de migration et d'intégration (AMIF)** et les **Centres provinciaux d'éducation des adultes (CPIA)**, destinés aux Italiens et aux citoyens étrangers ayant atteint l'âge de 16 ans. Ces programmes proposent des cours de langue et des formations professionnelles pour aider les migrants à s'intégrer professionnellement et socialement. Parmi les autres initiatives au niveau national, on peut citer :

- Les **parcours de formation et d'intégration des jeunes migrants programme**, lancé en 2016, qui soutient les mineurs non accompagnés en transition vers l'âge adulte, en offrant un soutien financier pour les stages et les placements professionnels.
- Le **projet PUOI** se concentre sur des approches intégrées pour l'intégration sociale et professionnelle des migrants et cible 4 500 opportunités de travail pour les jeunes migrants.

Malgré ces efforts, **les politiques d'intégration de l'Italie restent fragmentées et manquent de centralisation**. Bien qu'il existe des initiatives nationales et régionales, les obstacles bureaucratiques et l'incohérence des programmes entravent la pleine intégration des jeunes migrants, en particulier des jeunes adultes. Pour combler cette lacune, **des organisations non gouvernementales** comme CESVI et Save the Children Italia jouent un rôle essentiel en proposant une formation professionnelle et un soutien au niveau local, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis uniques auxquels sont confrontés les jeunes adultes étrangers.

Chypre

Les principaux facteurs qui poussent les jeunes immigrants à venir à Chypre peuvent être classés en trois catégories principales.

1. **La migration économique** joue un rôle important, car la demande de main-d'œuvre dans des secteurs tels que la construction, l'agriculture, l'hôtellerie et les services aux ménages attire de nombreux jeunes, en particulier des pays hors UE. Ces jeunes immigrants recherchent souvent de meilleures opportunités d'emploi et une plus grande stabilité économique.
2. **politique** et les conflits contribuent à l'afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile, en particulier en provenance de régions comme la Syrie et le Liban. Les jeunes immigrants qui arrivent de ces zones de

conflit ont souvent peu de ressources, ce qui rend leur besoin urgent d'intégration sociale et économique primordial.

3. **Les aspirations en matière d'éducation** attirent également certains jeunes à Chypre, où ils souhaitent poursuivre des études supérieures dans un environnement stable. L'appartenance du pays à l'UE et son système d'enseignement supérieur solide renforcent son attrait pour les étudiants des pays membres et non membres de l'UE.

Malgré les difficultés, les jeunes immigrés à Chypre ont accès à des opportunités intéressantes, notamment en matière d'emploi et d'éducation. L'économie chypriote continue de créer des emplois dans des secteurs clés, notamment l'hôtellerie et le tourisme. Ces secteurs offrent non seulement une stabilité financière, mais servent également de voie d'intégration sociale, permettant aux jeunes immigrés de nouer des liens au sein de la communauté locale.

Les possibilités d'éducation sont nombreuses, avec de nombreux établissements d'enseignement supérieur accessibles aux ressortissants de l'UE et des pays tiers. Les jeunes immigrants peuvent s'inscrire à divers programmes, notamment dans des domaines comme le commerce, les technologies de l'information et la gestion hôtelière, qui sont très demandés sur le marché du travail chypriote. En outre, les centres de formation professionnelle offrent des voies alternatives à ceux qui ne peuvent pas suivre les filières académiques traditionnelles, en leur permettant d'acquérir des compétences commercialisables dans les domaines de la construction, de la santé et de l'informatique. Il existe également des opportunités entrepreneuriales, car Chypre soutient divers programmes qui fournissent un financement et un mentorat aux jeunes qui souhaitent créer leur entreprise. Si les jeunes immigrants peuvent être confrontés à des défis, tels qu'un accès limité au financement, les initiatives soutenues par le gouvernement et l'UE créent des voies vers le travail indépendant pour ceux qui ont des ambitions entrepreneuriales.

Chypre a mis en place un système de soutien à multiples facettes conçu pour aider les jeunes immigrants dans leur parcours d'intégration. Ce système comprend à la fois des initiatives gouvernementales et des efforts d'organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent sur le terrain pour répondre aux besoins spécifiques des immigrants. Le **Plan d'action national pour l'intégration des ressortissants de pays tiers** décrit des stratégies pour faciliter l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et aux services sociaux. Un aspect essentiel de ce plan consiste à proposer des cours de grec, car la maîtrise de la langue locale est essentielle pour réussir à l'école et obtenir un emploi. Si les initiatives gouvernementales sont cruciales, **les ONG** jouent un rôle tout aussi important dans le processus d'intégration. Des organisations comme Caritas Chypre et KISA (Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme) proposent des cours de langue, des conseils juridiques et divers services sociaux

adaptés aux besoins des immigrants. De nombreuses ONG proposent des programmes de mentorat qui aident les jeunes immigrants à relever les défis de l'adaptation à leur nouvel environnement, en les aidant à créer des réseaux, à découvrir la culture chypriote et à développer des compétences essentielles.

Turquie

La Turquie a mis en œuvre une série de politiques visant à favoriser l'intégration des jeunes immigrants, notamment des réfugiés syriens, dans la société et sur le marché du travail. Ces efforts s'inscrivent dans un cadre global de politique migratoire élaboré en collaboration avec des organisations internationales comme les Nations Unies et l'Union européenne. Les principales initiatives portent sur l'éducation et les possibilités d'emploi pour les jeunes immigrants.

L'éducation est au cœur de la stratégie de la Turquie, avec des programmes proposant des cours de langue et des formations professionnelles visant à améliorer les compétences professionnelles et la maîtrise de la langue. Des programmes spécifiques, tels que le **Transfert monétaire conditionnel pour l'éducation (CCTE)**, encouragent la fréquentation scolaire des jeunes réfugiés syriens. D'autres initiatives ciblées, comme les **Programmes pour les jeunes entrepreneurs syriens**, proposent une formation à l'entrepreneuriat pour aider les jeunes Syriens à créer des entreprises et à contribuer à l'économie.

Les organismes gouvernementaux comme la **Direction générale de la gestion des migrations (DGMM*)** et des organisations comme le **Croissant-Rouge turc** fournissent des services essentiels, notamment des soins de santé, une assistance juridique et des ressources éducatives. Des programmes comme « **My Business Partner** » offrent du mentorat et une formation aux compétences commerciales pour aider les jeunes immigrants à accéder aux ressources financières. Le processus d'intégration est en outre soutenu par de solides réseaux sociaux facilités par des agences gouvernementales, des ONG et des municipalités locales, qui organisent des événements communautaires et des activités culturelles pour aider les jeunes immigrants à établir des liens sociaux et à favoriser un sentiment d'appartenance.



Évaluation des défis et des lacunes en matière de compétences

Les résultats de l'enquête menée dans différents pays révèlent un ensemble commun de défis auxquels sont confrontés les jeunes immigrés, notamment les barrières linguistiques, les lacunes en matière de compétences et les obstacles culturels et juridiques. Bien que le contexte spécifique puisse différer, certains thèmes clés reviennent dans les pays partenaires et dans l'UE. Ces problèmes entravent principalement l'intégration scolaire, sociale et professionnelle des jeunes immigrés, affectant leur capacité à contribuer pleinement à leur société d'accueil.

La langue reste un obstacle important à l'intégration des jeunes immigrés, en particulier des réfugiés, qui ont souvent du mal à acquérir les compétences linguistiques requises pour l'éducation et l'emploi dans leur pays d'accueil. Si de nombreux gouvernements et ONG proposent des programmes linguistiques, ces initiatives manquent souvent de qualité et d'accessibilité, en particulier dans les zones rurales, laissant de nombreux jeunes immigrés sans les compétences linguistiques essentielles. Cependant, il est de plus en plus reconnu que la maîtrise de la langue à elle seule ne garantit pas une intégration réussie. De nombreux citoyens natifs ayant des niveaux de compétence linguistique variables jouissent de tous les droits civiques, ce qui indique que l'intégration implique un éventail plus large de facteurs, notamment l'accès aux réseaux sociaux, les opportunités d'emploi et l'adaptation culturelle (Conseil européen, 2024). Par conséquent, s'il est essentiel de s'attaquer aux barrières linguistiques, les politiques d'intégration doivent également tenir compte de ces autres facteurs sociaux, économiques et juridiques pour soutenir efficacement les jeunes immigrés.

En matière **d'éducation**, les jeunes immigrés sont confrontés à des difficultés considérables. Nombre d'entre eux entrent dans le système scolaire avec des lacunes dues à la migration et **abandonnent souvent leurs études à un rythme plus élevé** que les élèves nés dans le pays. Le manque de soutien personnalisé, comme l'aide linguistique, aggrave leurs difficultés, ce qui entraîne des résultats scolaires médiocres. C'est un problème courant dans des pays comme l'Espagne, Chypre et l'Italie, où les élèves immigrés ont du mal à s'adapter aux nouveaux programmes et aux nouvelles normes culturelles. Même ceux qui terminent leurs études secondaires ont souvent du mal à poursuivre des études supérieures en raison de contraintes financières, de problèmes de langue ou d'obstacles bureaucratiques.

Dans l'ensemble, les compétences des immigrés ne correspondent pas aux exigences du marché du travail local. Dans la plupart des pays, les immigrés sont **surqualifiés** pour les emplois qu'ils occupent, travaillant dans des secteurs tels



que l'agriculture, l'hôtellerie ou les services domestiques, malgré leurs qualifications professionnelles. En 2021, dans l'ensemble de l'UE, le taux de surqualification était de 39,6 % pour les citoyens non européens, contre 20,8 % pour les citoyens européens (OCDE, 2023). Les difficultés bureaucratiques liées à **la reconnaissance des qualifications étrangères** sont omniprésentes, obligeant souvent les immigrés à accepter des emplois peu qualifiés. Ce problème est particulièrement prononcé en Italie, à Chypre et en Turquie, où le processus de reconnaissance des diplômes étrangers est compliqué et coûteux, ce qui entraîne un sous-emploi.

En outre, **la maîtrise du numérique** est considérée comme une lacune importante pour les jeunes immigrés, en particulier ceux qui viennent de pays non membres de l'UE. Les écarts en matière de compétences numériques peuvent varier considérablement selon le pays d'origine, car l'accès à l'éducation et aux technologies numériques est souvent déterminé par des facteurs tels que les économies locales, les systèmes éducatifs et les infrastructures. Dans des économies de plus en plus numériques comme celles de Chypre et de la France, le manque de compétences numériques limite les possibilités d'emplois hautement qualifiés, en particulier dans des secteurs tels que l'informatique, la finance et les services aux entreprises. Cette fracture numérique non seulement entrave l'avancement professionnel, mais limite également l'accès aux services et informations essentiels, marginalisant encore davantage les jeunes immigrés. Il est essentiel de remédier à ces disparités pour garantir que tous les jeunes, quelle que soit leur origine, puissent participer pleinement à l'économie numérique.

Les difficultés culturelles constituent également des obstacles importants à l'intégration. Les différences culturelles conduisent souvent à des malentendus, à la discrimination et à l'isolement social. De nombreux jeunes immigrants ont du mal à s'adapter à des normes sociales inconnues, ce qui entrave leur capacité à former des réseaux sociaux et à accéder à des opportunités d'emploi. Il s'agit d'un problème courant dans des pays comme l'Espagne, l'Italie et la France, où les immigrants se sentent déconnectés des communautés locales en raison de coutumes et de valeurs différentes et parfois d'une discrimination pure et simple. En outre, **les problèmes de santé mentale**, notamment la dépression, l'anxiété et les traumatismes liés au déplacement, aggravent les difficultés d'intégration sociale et professionnelle. Cela est particulièrement évident dans des contextes comme la Turquie, l'Italie et la France, où les difficultés économiques et l'isolement social contribuent aux problèmes de santé mentale auxquels sont confrontés les immigrants.

Les **obstacles juridiques et bureaucratiques** auxquels sont confrontés les jeunes immigrés constituent un obstacle constant dans tous les pays. La complexité des systèmes d'immigration, associée aux incertitudes entourant le



statut juridique, les permis de travail et l'accès aux services sociaux, crée un stress supplémentaire. Dans des pays comme l'Espagne et la Turquie, ces défis bureaucratiques sont aggravés par un manque d'informations claires, ce qui laisse les immigrés dans l'incertitude quant à leurs droits.

L'éducation financière et entrepreneuriale est un autre sujet de préoccupation. En raison de compétences limitées en matière de gestion des risques financiers, les travailleurs migrants et leurs familles contractent souvent des prêts en fonction de leurs attentes plutôt que de leurs opportunités réalistes. Nombre d'entre eux sont confrontés à des difficultés telles que la souscription d'emprunts pour couvrir les frais de voyage ou la sous-estimation des dépenses réelles liées à la vie à l'étranger, notamment le logement, la nourriture et les coûts imprévus comme les soins de santé. Cela, combiné à un accès limité aux ressources financières, entrave leur capacité à atteindre la sécurité financière ou à créer des entreprises. Ce fossé est particulièrement observé dans des pays comme l'Italie et la Turquie, où les immigrants sont également confrontés à des obstacles structurels pour accéder aux services financiers. Dans l'ensemble, apprendre à épargner judicieusement, à établir un budget efficace et à utiliser les canaux officiels de transfert de fonds peut aider les jeunes migrants à renforcer leur sécurité financière (Caucasus Research Resource Centre, 2020).

Enfin, l'absence de politiques d'accompagnement globales adaptées aux besoins spécifiques des jeunes immigrés (notamment des catégories plus vulnérables comme les demandeurs d'asile et les victimes de la traite) constitue un problème récurrent. De nombreux pays ont mis l'accent **sur l'accueil initial plutôt que sur l'intégration à long terme**. Cette approche à court terme est évidente dans les stratégies de l'Italie et de la Turquie, où l'absence d'une attention soutenue à l'intégration à long terme limite les possibilités d'épanouissement des immigrés.

En conclusion, même si le contexte spécifique varie d'un pays à l'autre, les défis auxquels sont confrontés les jeunes immigrants sont étonnamment similaires dans toute l'Europe et au-delà. Pour relever ces défis, il faut adopter une approche coordonnée qui améliore l'enseignement des langues, facilite la reconnaissance des qualifications, comble la fracture numérique, favorise les compétences financières et entrepreneuriales et offre un soutien personnalisé en matière de santé mentale et d'inclusion sociale. En s'attaquant à ces problèmes, les pays peuvent aider les jeunes immigrants à surmonter les obstacles à leur intégration réussie et leur permettre de contribuer plus pleinement à leur nouvelle communauté.



Principaux points à retenir et identification des domaines de formation

Sur la base des résultats des recherches et des analyses des partenaires, huit principaux besoins de formation ont été identifiés aux niveaux national et européen pour soutenir l'intégration efficace des jeunes migrants. La liste suivante guidera les partenaires dans leur choix des thèmes de formation à aborder dans le cadre de la boîte à outils UNITY EUROPE (WP3).

1. RÉSEAU, COMMUNICATION ET COMPÉTENCES GÉNÉRALES

À la lumière des multiples défis mis en évidence dans ce rapport, le système de formation et d'éducation devrait aider les migrants à acquérir un ensemble de :

- **COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES EN RÉSEAUTAGE** visant à :
 - Trouver des opportunités de formation
 - Recevoir des conseils/un mentorat appropriés
 - Trouver un emploi
 - Se connecter avec des associations locales qui offrent un soutien aux migrants et les défendent contre toute forme d'exploitation au travail et de discrimination
 - Intégration aux communautés locales par le biais du bénévolat, des activités communautaires, de la participation à des événements locaux, etc.
- **SOFT SKILLS** pour l'insertion sociale et professionnelle. Celles-ci peuvent inclure :
 - Communication interculturelle, avec un accent particulier sur la manière de se préparer à un entretien d'embauche (en tenant compte d'éventuelles différences de compréhension des normes sociales, de l'éthique du travail, etc.)
 - Adaptabilité
 - Travail d'équipe et collaboration
 - Art oratoire
 - Résolution de problèmes et de conflits
 - Compétences en leadership
 - Planification et gestion

2. COMPÉTENCE LINGUISTIQUE ET CULTURELLE

Les différences linguistiques et culturelles constituent l'un des principaux obstacles à une intégration efficace. Par conséquent, les **COMPÉTENCES LINGUISTIQUES ET CULTURELLES HORIZONTALES** doivent être encouragées afin de permettre aux jeunes migrants de s'adapter à des contextes linguistiques et géographiques différents. Des ressources de formation sur mesure devraient inclure des informations pratiques et des conseils sur la manière de :

- Améliorer la connaissance de la langue locale
- Accédez à des cours de langues sur mesure, en fonction de vos besoins personnels, de votre secteur d'activité, etc.
- Aligner le niveau de langue sur les normes obligatoires
- Préparez-vous aux examens de certification linguistique
- Comprendre les normes culturelles et l'étiquette sociale dans les différents pays de l'UE

3. ÉLABORER UN CV CONFORME AUX NORMES DE L'UE

Bien que la surqualification des migrants soit un problème structurel plus vaste, le système de formation et d'éducation peut jouer un rôle clé en aidant les migrants à présenter leurs compétences et qualifications acquises hors d'Europe d'une manière qui corresponde aux exigences du marché du travail de l'UE. Il est clair qu'il faut des ressources supplémentaires pour aider les migrants à créer des CV qui répondent aux normes de l'UE, utilisent les formats de l'UE (tels qu'Europass) et correspondent au Cadre européen des certifications (CEC).

4. COMPÉTENCE ENTREPRENEURIALE

Il est essentiel de favoriser l'esprit d'entreprise pour tous les jeunes migrants, car la création d'une entreprise étroitement liée aux communautés locales constitue un puissant outil d'intégration sociale. Elle offre également une alternative au marché du travail précaire et aux défis bureaucratiques auxquels les migrants sont régulièrement confrontés dans le domaine de l'emploi. Des supports de formation sur mesure devraient aider les jeunes migrants à développer des compétences entrepreneuriales clés, telles que la création d'une entreprise dans un nouveau pays, l'accès aux services de soutien aux entreprises, l'obtention de financements par le biais de financements ou de microcrédits, la compréhension des cadres juridiques et réglementaires locaux et la maîtrise de stratégies de marketing efficaces.

5. LITTÉRATURE FINANCIÈRE

L'éducation financière est une compétence essentielle qui doit être cultivée pour aider les jeunes migrants à gérer et à économiser efficacement leur argent, compte tenu des défis spécifiques auxquels ils sont souvent confrontés, comme les transferts de fonds, les ressources personnelles limitées, les prêts pour les frais de voyage et la sous-estimation du coût réel de la vie à l'étranger. Les systèmes de soutien devraient viser à améliorer les compétences financières clés, notamment :

- Comprendre les risques financiers
- Budgétisation et épargne
- Faire un usage éclairé des services financiers
- Connaître ses droits financiers pour éviter l'exploitation et les pratiques déloyales

6. L'ALPHABÉTISATION NUMÉRIQUE

Pour faciliter la reconnaissance des compétences numériques sur le marché du travail européen, des ressources de formation dédiées peuvent présenter aux jeunes migrants le permis de conduire informatique européen (PCIE) et leur offrir des connaissances et des compétences utiles pour préparer l'examen PCIE. Il est également important de développer une formation aux compétences numériques divisée en niveaux, du niveau de base au niveau avancé ; cette approche permettrait d'adapter les cours aux différents niveaux de connaissances et aux différents postes auxquels ils pourraient postuler. Compte tenu de l'ampleur et de la portée du projet UNITY EUROPE, sa boîte à outils pourrait se concentrer sur les compétences et connaissances de base telles que :

- Compétences informatiques de base, logiciels de base (par exemple, Microsoft Office, Google Workspace)
- Communication en ligne (interculturelle) et netiquette
- La sécurité numérique, un enjeu crucial dans le cadre professionnel comme personnel (sensibilisation à la cybersécurité, information sur la protection des données et les pratiques sécuritaires sur Internet, etc.)
- Les médias sociaux pour une intégration efficace dans la communauté locale
- Recherche d'emploi et outils numériques (comment utiliser les plateformes numériques pour rechercher un emploi, créer une présence en ligne et postuler à des emplois en ligne)

7. BIEN-ÊTRE MENTAL

Les problèmes de santé mentale peuvent constituer un obstacle majeur à une intégration efficace et peuvent entraver l'expérience globale du migrant dans le nouveau pays. Un soutien ciblé est nécessaire car chaque expérience est unique et beaucoup ont subi un traumatisme considérable, ce qui nécessite un soutien professionnel. Cependant, la boîte à outils UNITY EUROPE peut :

- Sensibiliser à la santé mentale
- Offrir des conseils sur l'accès aux services de santé mentale
- Fournir des stratégies essentielles pour :
 - Comprendre les émotions
 - Gestion de la santé mentale et du bien-être, couvrant les techniques de gestion du stress (en tenant compte des défis et des obstacles uniques auxquels sont confrontés les jeunes migrants)
 - Gérer les relations
 - Développer la confiance en soi et l'estime de soi

8. ÉDUCATION AUX DROITS LÉGAUX

Savoir se débrouiller dans le système juridique, comprendre ses droits et savoir comment les défendre est une compétence nécessaire pour tous les migrants. Cependant, les jeunes migrants sont souvent confrontés à des difficultés supplémentaires pour comprendre les aspects juridiques techniques et peuvent avoir besoin d'un soutien supplémentaire. UNITY EUROPE offre une opportunité précieuse d'aider les jeunes migrants à :

- Renforcer leur sensibilisation aux droits humains, civils et du travail
- Comprendre l'immigration, les politiques de résidence et les lois du travail
- Identifier et utiliser les instruments de participation civique et sociale aux niveaux local et européen
- Reconnaître les responsabilités et les devoirs civiques des travailleurs

Les informations sur les lois spécifiques, les services publics (tels que les soins de santé, l'éducation et la sécurité sociale) et les droits du travail (y compris les contrats, les horaires de travail et les droits syndicaux) varient d'un pays à l'autre. Le référentiel UNITY EUROPE (WP2) servira de ressource précieuse, offrant des informations concises et des liens pertinents pour aider les migrants à s'orienter dans les contextes nationaux spécifiques de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de Chypre, de la Turquie, ainsi que de l'UE dans son ensemble.

En revanche, la boîte à outils UNITY EUROPE (WP3) devrait se concentrer sur le développement de compétences transversales qui permettent aux migrants de naviguer dans ces systèmes complexes et divers, et fournir des connaissances sur les droits, les responsabilités et les opportunités qui accompagnent l'appartenance à une communauté plus large : la communauté européenne.

Bibliographie

Banque d'Italie, Indagini sull'alfabetizzazione finanziaria e le competenze di finanza digitale in Italia : giovani, 2024.

<https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/indagini-alfabetizzazione/2023>

Beauchemin, Cris et al. « Les immigrés en France : une majorité féminine. » Population & Sociétés, numéro 502 juillet-août 2013.

Cachón Rodriguez, Lorenzo. «Les immigrants jeunes sur le marché du travail en Espagne». Université Complutense de Madrid. Mediterraneo económico, N°. 36, pages 39 à 55. 2022. Consulté le 17 juin 2024.

<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=8814853>

Caritas Chypre. « Soutenir les migrants à Chypre : programmes et services d'intégration ». Caritas Chypre. 2023. Consulté le 15 septembre 2024.

<https://caritascyprus.org/#services>

Carretero, Leslie. « Jeunes migrants non reconnus : durement touchés par le confinement en France ». Info Migrants, 22 avril 2021.

Centre de ressources de recherche du Caucase, Éducation financière pour les migrants : cartographie et évaluation des besoins, 2020

Ministère chypriote du Travail et de la Sécurité sociale, Plan d'action national pour l'intégration des ressortissants de pays tiers 2021-2027, 2022

Doménech, Rafael. « Espagne : les défis d'un processus d'immigration nécessaire ». BBVA Research. 2024. Consulté le 20 juin 2024.

<https://www.bbva.com/en/publicaciones/spain-the-challenges-of-a-necessary-immigration-process/>

Emeriau, Mathilde et Latin D. David. « Les échecs de l'intégration en France : à la recherche des mécanismes ». Document de travail n° 20-03

EPE. « Le nombre de jeunes travailleurs migrants en Espagne se situe entre 28 et 51 % ». El Periódico de España. 2022. Consulté le 14 juin 2024.

<https://www.epe.es/es/actualidad/20221113/numero-jovenes-migrantes-empleo-espana-78495391>

Commission européenne. « Programmes du Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) à Chypre ». CE. 2022. Consulté le 12 septembre 2024



https://home-affairs.ec.europa.eu/funding/asylum-migration-and-integration-funds/asylum-migration-and-integration-fund-2021-2027_en

Commission européenne, « Gestion des migrations : accueillir les réfugiés d'Ukraine », Commission européenne. 2022. Consulté le 23 juin 2024.

https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/migration-management/migration-management-welcoming-refugees-ukraine_en

Commission européenne, « Intégration des réfugiés et des migrants dans l'éducation et la formation », Commission européenne. 2020. Consulté le 23 juin 2024. <https://education.ec.europa.eu/focus-topics/>

Commission européenne, « Statistiques sur les migrations vers l'Europe », Commission européenne. 2024. Consulté le 23 juin 2024.

<https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/statistics-migration>

Commission européenne. « Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », Commission européenne. Nd Consulté le 20 juin 2024.

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1176&langId=fr>

Conseil européen, « Intégration linguistique des immigrants adultes », Conseil européen 2024. Consulté le 23 juin 2024. [https://www.coe.int/en/web/lang-migrants/faq#{%2210090182%22:\[\]}\]](https://www.coe.int/en/web/lang-migrants/faq#{%2210090182%22:[]}])

Eurostat. « Tableau de bord sur l'intégration et l'inclusion des migrants », Eurostat. 2024. Consulté le 17 juin 2024.

<https://ec.europa.eu/eurostat/cache/dashboard/migrant-integration-inclusion/>

Eurostat. « Taux de chômage par sexe, âge et nationalité (%) ». Eurostat. 2024. Consulté le 14 juin 2024.

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfsa_organ_custom_11868373/default/table?lang=fr

Eurostat. « Statistiques sur les migrations et la population migrante ». Eurostat. 2024. Consulté le 6 juin 2024.

<https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?>

Eurostat, « Statistiques sur les migrations et la population migrante », Eurostat 2023. Consulté le 23 juin 2024. <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained>



Eurostat. « Statistiques sur les migrations et la population migrante : aperçu de Chypre ». Eurostata. 2022. Consulté le 6 septembre 2024

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration_and_migrant_population_statistics

Fondation de France. « Aide aux migrants : accueillir, accompagner, créer du lien ». Fondation de France. Consulté le 15 juin 2024.

<https://www.fondationdefrance.org/fr/solidarite-migrants>

Forum pour l'intégration sociale des immigrés. « Situation des migrants et des réfugiés en Espagne. Rapport annuel 2022 ». Ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations. 2023. Consulté le 12 juin 2024.

https://www.foroinmigracion.es/documents/1652165/2966006/INFORME_FISI_2022.pdf/eb4e20b3-84e9-48bf-b0e1-49fe13bbfb20?t=1689669175925

FRA, Intégration des jeunes réfugiés dans l'UE : bonnes pratiques et défis, 2019

Fromentin, Julie. « L'immigration dans les campagnes françaises : origines et destinations diverses ». Métropolitique. 2024. Consulté le 15 juin 2024.

<https://metropolitics.org/Immigration-in-the-French-Countryside.html>

Centre Future Worlds « Apprentissage des langues et soutien à l'intégration des jeunes migrants à Chypre ». Centre des mondes futurs. 2023. Consulté le 10 septembre 2024 <https://www.futureworldscenter.org/>

García-Cid, A., Gómez-Jacinto, L., Hombrados-Mendieta, I., Millán-Franco, M. et Moscato, G. « Discrimination et bien-être psychosocial des migrants en Espagne : le rôle modérateur du sens de la communauté ». Front. Psychol. 2020. Consulté le 20 juin 2024. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2020.02235>

Gonzalez Enriquez, Carmen. « Immigration, emploi, productivité et inégalités en Espagne ». Institut Real Elcano. 2024. Consulté le 20 juin 2024.

<https://www.realinstitutoelcano.org/fr/analyses/immigration-emploi-productivite-et-inegalite-en-espagne/>

OIT, Inadéquation des compétences des autochtones et des immigrés en Europe, 2017.

INE. « Estadística de adquisiciones de nacionalidad española de residentes. Année 2023 ». Institut national de statistique. 2024. Consulté le 17 juin 2024.

<https://www.ine.es/dyngs/Prensa/EANER2023.htm>



INE. « Population résidente par date, sexe, groupe d'âge et nationalité ». Instituto Nacional de Estadística. 2024. Consulté le 12 juin 2024.

<https://www.ine.es/jaxiT3/Tabla.htm?t=56936>

INE. «Población por comunidades y provincias, nacionalidad, edad (grupos quinquenales) y sexo». Institut national de statistique. 2023. Consulté le 12 juin 2024.

<https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t20/e245/p04/provi/I0/&file=0tamuu04.px&L=0>

Insee. « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers ». Insee. 2024. Consulté le 15 juin 2024 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>

Insee « Immigrés et descendants d'immigrés ». INSEE. 2023. Consulté le 18 juin 2024 <https://www.insee.fr/en/statistiques/7342918?sommaire=7344042>

IntegrazioneMigranti.gov." Istat : une population quasi stable grâce à l'immigration." 04 avril 2024. Consulté le 6 juin 2024.

<https://integrazionemigranti.gov.it/it-it/Ricerca-news/Dettaglio>

Intégration Migranti.gov. "Accord d'intégration." 2022. Consulté le 6 juin 2024.

<https://integrazionemigranti.gov.it/it-it/Ricerca-norme/Dettaglio-norma/>.

IntegrazioneMigranti.gov. « Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027 ». Consulté le 5 juin 2024.

<https://www.integrazionemigranti.gov.it/it-it/Dettaglio-approfondimento/id/1/Piano-dazione-per-lintegrazione-e-linclusione-2021-2027>

IntegrazioneMigranti.gov. « La connaissance des titres de studio et des qualifications professionnelles ». 2021. Consulté le 11 juin 2024.

<https://integrazionemigranti.gov.it/it-it/Ricerca-norme>

Organisation internationale du travail. « Intégration des travailleurs migrants sur le marché du travail à Chypre ». OIT. 2023. Consulté le 8 septembre 2024

<https://www.ilo.org/cyprus>

Organisation internationale du travail, Une vue panoramique de la migration de main-d'œuvre en Italie », 2024

Organisation internationale pour les migrations (OIM). « Jeunesse et migration ». OIM. 2016. Consulté le 20 juin 2024.

<https://publications.iom.int/system/files/pdf/idm-29.pdf>



Organisation internationale pour les migrations, Turquie — Rapport annuel de surveillance de la présence des migrants, 2020

Istat. « Migrations internes et internationales des populations résidentes 2022-2023 ». 28 mai 2024. Consulté le 5 juin 2024.

<https://www.istat.it/it/files/2024/05/Migrazioni-interne-e-internazionali>

Istat. "Stranieri résidant au 1° Gennaio." 5 juin 2024. Consulté le 5 juin 2024.

<http://dati.istat.it/Index.aspx?QueryId=42869>

Istat. «Stranieri e naturalizzati nel mercato del lavoro Italiano.» 3 février 2023. Consulté le 5 juin 2024. <https://www.istat.it/it/files//2023.pdf>

ITALIE EN DATI. « Immigrazione e Stranieri Residenti in Italia. » 2023. Consulté le 5 juin 2024.

[https://italiaindati.com/immigrazione/#:~:text=A%20inizio%](https://italiaindati.com/immigrazione/#:~:text=A%20inizio%20)

Jacovkis, J., Montes, A. & Rambla, X. « Quand arriver ne suffit pas – Les contraintes dans l'accès à l'éducation et aux opportunités d'emploi pour les jeunes migrants ». Sociétés. 2022. Consulté le 20 juin 2024. <https://doi.org/wp-content/uploads/2021/06/Jacovkis-Montes-A.pdf>. [org/10.3390/soc12030095](https://doi.org/10.3390/soc12030095)

Kien, C., Sommer, I., Faustmann, A. *et al.* « Prévalence des troubles mentaux chez les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile dans les pays européens : une revue systématique. » Eur Child Adolesc Psychiatry 28, (2019) : 1295–1310

KISA. « Action pour l'égalité, le soutien et l'antiracisme : programmes d'intégration des jeunes migrants à Chypre » KISA. 2023. Consulté le 11 septembre 2020 <https://kisa.org.cy/campaigns/>

Mahía, Ramón et Medina, Eva. « Informe sur l'intégration de la population étrangère dans le marché du travail espagnol ». OBÉRAXE. 2022. Consulté le 12 juin 2024.

https://www.inclusion.gob.es/oberaxe/es/publicaciones/documentos/documento_0141.htm

Portail des données sur la migration. « Enfants et jeunes migrants ». Portail des données sur la migration. Consulté le 15 juin 2024

<https://www.migrationdataportal.org/fr/themes/enfants-et-jeunes-migrants>

Migration Policy Institute. « Turquie : une transformation de l'émigration à l'immigration ». Migration Policy Institute. Consulté le 15 juin 2024.

<https://www.migrationpolicy.org>



Ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations. « Cadre stratégique pour la citoyenneté et l'inclusion contre le racisme et la xénophobie (2023-2027) Résumé ». Gouvernement espagnol. 2023. Consulté le 20 juin 2024. <https://www.inclusion.gob.es/oberaxe/ficheros/documentos/SummaryStrategic-Frameworkfor-Citizenship-and-Inclusionagainst-Racism-and-Xenophobia2023-2027.pdf>

Ministre de l'Istruzione et du Mérite. « Centres provinciaux pour la législation des adultes ». 2021. Consulté le 5 juin 2024. <https://www.miur.gov.it/i-centri-provinciali-per-l-istruzione-degli-adulti>

Nordic Monitor. « Les statistiques officielles montrent que les étrangers vivant en Turquie ont battu un nouveau record en 2021. » Nordic Monitor. Consulté le 15 juin 2024 <https://nordicmonitor.com>

OCDE, Indicateurs d'intégration des immigrants 2023. 2023.

OCDE, Résultats des immigrés sur le marché du travail et politiques d'intégration dans les pays de l'OCDE, Perspectives des migrations internationales, 2020

OCDE « Débats sur les politiques migratoires », OCDE. 2021. Consulté le 25 juin 2024 <https://www.oecd.org/els/mig/MPD-N-26-Integration-Youth-with-Migrant-Parents.pdf>

OCDE, Droits et soutien des réfugiés ukrainiens dans les pays d'accueil. Paris : Éditions OCDE, 2022.

OCDE, Travailler ensemble pour l'intégration locale des migrants et des réfugiés, Paris, 2018

Pérez Ortega, Marina. « L'intégration sociale des mineurs non accompagnés en Espagne : principaux défis et solutions ». Humanium. 2022. Consulté le 20 juin 2024. <https://www.humanium.org/fr/l-integration-sociale-des-mineurs-non-accompagnes-en-espagne-principaux-defis-et-solutions/>

République de Chypre, Service statistique. « *Statistiques sur la population et les migrations 2022*. » Service statistique de la République de Chypre. 2023. Consulté le 11 septembre 2024 <https://www.cystat.gov.cy/en/SubthemeStatistics?id=46>

SEPE. « Informe del Mercado de Trabajo de los Extranjeros 2024 (Datos 2023) ». Ministère du Travail et de l'Économie Sociale. 2024. Consulté le 12 juin 2024.



<https://www.sepe.es/HomeSepe/que-es-el-sepe/comunicacion-institucional/publicaciones/publicaciones-oficiales/listado-pub-mercado-trabajo/informe-mercadotrabajo-estatal-extranjeros.html>

Tatke, Sukhada. « 'Pas assez français' : ce que signifie être un immigré en France. » Aljazeera, 2 mars 2021.

L'Observatoire social. « Immigration, intégration et durabilité du système éducatif ». Fondation « la Caixa ». 2020. Consulté le 20 juin 2024.

<https://elobservatoriosocial.fundacionlacaixa.org/fr/-/immigration-integration-et-durabilite-du-systeme-educatif>

Thompson, Hannah. « Les immigrants en France : nous examinons les tendances dans les dernières données officielles. » The Connexion, 29 août 2023.

HCR. « Turquie : faits et chiffres ». HCR. Consulté le 15 juin 2024
<https://www.unhcr.org>

HCR Chypre. « Jeunes réfugiés à Chypre : défis et opportunités ». HCR. 2023. Consulté le 13 septembre 2024 <https://www.unhcr.org/cyprus>

Upwardly Global. « Obstacles à l'intégration des jeunes adultes immigrés dans le marché du travail ». Upwardlyglobal.org. Consulté le 15 juin 2024.
<https://www.upwardlyglobal.org>

